

Le 27 mars 2017, la Société européenne de défense AISBL (S€D) recevait, à la Maison des Ailes de Bruxelles, pour un déjeuner-causerie sur le thème "Quelles missions pour la Défense européenne ?", le général d'armée (2S) Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées française, ancien président du comité militaire de l'UE, auteur de "Aimer l'armée - Une passion à partager", et le lieutenant général belge Guy Buchsensmidt, ancien commandant de l'Eurocorps, sous-chef « Stratégie » de l'État-major de défense.



Le général Bentégeat commence par faire le constat suivant : les peuples européens demandent une Europe de la défense et de la sécurité, pour faire face aux menaces actuelles, issues notamment du réveil des nationalismes russe, chinois, américain, britannique, de l'activisme musulman, chiite comme sunnite, de la pression migratoire issue de la démographie africaine et des menées de la grande criminalité, qui se livre à toutes sortes de trafics et à la piraterie. Cela implique que l'on puisse effectuer avec des moyens suffisants les missions décidées par l'Europe pour mettre fin à ces menaces.

L'Union européenne n'est pas un substitut à l'OTAN : elle ne dispose pas d'une chaîne de commandement comparable à celle de l'OTAN et elle ne compte pas les USA parmi ses membres. L'UE va en outre perdre les capacités militaires britanniques. Par contre, elle dispose des moyens de mener une action globale, l'OTAN n'étant efficace que dans le domaine militaire. L'Union européenne réinvestit dans la défense, les budgets de défense des États membres devant être portés à 2% du PIB et la Commission, avec l'appui de la Banque européenne d'Investissement, va financer la recherche duale, ce qui permettra de moderniser nos capacités. La stratégie européenne de 2003 a déjà été modernisée par Mme Mogherini : pour la première fois, l'UE a pu définir ses intérêts communs.

L'UE est donc en mesure de répondre aux attentes des peuples, en matière de sécurité du territoire européen, de contrôle des frontières et des approches maritimes, de sécurisations des lignes d'approvisionnement. Avec l'appui de l'OTAN, elle dispose des capacités navales, des services de police et de douane nécessaires. L'UE dispose aussi de deux outils juridiques qui lui permettent de réagir aux menaces qui pèsent sur son territoire. La France a invoqué pour la première fois, le 16 novembre 2015, l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne. Il est une clause d'assistance mutuelle « au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire ». Il ouvre la voie à des coopérations bilatérales avec les autres États membres de l'UE. L'article 222 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est une clause de solidarité : elle permet à l'UE et à ses États membres d'agir conjointement, de prévenir les menaces terroristes sur le territoire de l'un des États membres et de fournir une assistance en cas de catastrophe naturelle ou causée par l'homme.

L'UE dispose, avec l'Eurocorps, et disposera bientôt, avec la MPCC, des moyens de diriger des opérations armées de façon autonome, y compris pour l'entrée en premier sur un territoire hostile, et de soutenir les missions européennes de réforme de la gouvernance dans son voisinage. Toutefois, l'UE n'est pas encore en mesure de réagir dans l'urgence, son processus de génération de force n'étant pas assez rapide, alors que les opérations récentes au Moyen-Orient, en Afrique et en Ukraine exigent une grande réactivité. C'est pourquoi l'UE n'a pas encore les moyens de répondre aux attaques de Daesh, et doit s'appuyer sur ses partenaires de l'OTAN ou du Royaume-Uni.

Le général Buchsenschmidt prend la suite. Il estime que l'armée européenne annoncée par M. Juncker est une fausse bonne idée. La souveraineté des États membres de l'UE l'empêche. Il est impensable d'envisager une défense avec 27 États membres. Ce qui est possible, ce sont des coopérations multilatérales, comme l'EATC qui est un succès. En matière d'acquisition de systèmes d'armes, l'avion A400 M serait un succès, s'il n'y avait les problèmes de dépassement de budgets et de délais.

L'Eurocorps et le corps multinational de Stettin sont aussi de bons exemples, mais on se demande pourquoi l'Europe entretient six autres quartiers généraux de corps d'armées : ils sont susceptibles d'encadrer chacun une formation comptant 50.000 militaires, or il n'en existe plus aucune en Europe. Si l'Eurocorps est intervenu en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan, au Mali, en République Centrafricaine, ce ne fut qu'après un processus de génération de force. Pourtant, l'UE a mis en place, sous la direction du général Bentégeat, des Groupements tactiques ou Euro Battle Groups, inspirés par le succès de l'opération Artémis menée par l'UE en 2004, dans la région de Bunia (RDC - Ituri) pour y mettre fin aux violences interethniques.

Pour l'avenir, le général Buchsenschmidt estime que la coopération structurée permanente a de l'avenir. Elle pourrait se mettre en place entre des États membres qui s'engageraient à atteindre des capacités militaires suffisamment plus élevées et s'engageraient à accomplir les missions les plus exigeantes, sur base des articles 42 et 46 du traité sur l'Union européenne, complétés par un protocole n° 10.

Aujourd'hui, l'Europe a des budgets et des effectifs militaires importants, mais il lui manque la volonté de mettre les *Boots on the ground*. Le Brexit et l'élection de M. Trump constituent toutefois des opportunités pour progresser au niveau de l'UE, qui ne peut se contenter d'être un Soft Power ; mais dans la complémentarité avec l'OTAN. Comme le problème n° 1 de l'UE est le manque de volonté politique, il faut intervenir en amont, par la communication.

Les généraux ont ensuite répondu aux questions du public.

Le général Bentégeat a répondu, au reproche que les Battle Groups restent inutilisés, que la NATO Response Force le reste tout autant,

À un intervenant qui déplore que le monde politique est incapable de constituer une coopération structurée permanente, certains politiciens n'hésitant pas à affirmer « plus besoin d'armée » ou bien « nous pouvons nous passer d'une marine », le général Buchsenschmidt répond que les Européens sont devenus trop réactifs, pas assez proactifs. Mais les choses devraient changer dans un laps de temps de 5 à 30 ans.

Jean Marsia,
Président de la S€D.